

T2137-405-4,00 F

# le monde libertaire

ISSN 0026-9433

Rédaction  
Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris  
tél : 805.34.08  
CCP publico  
1128915 Paris

N° 405 JEUDI 11 JUIN 1981 4,00 F

hebdomadaire

Organe de la Fédération Anarchiste

(Adhérente à l'Internationale des Fédérations Anarchistes)

## Editorial

**A** l'approche des nouvelles élections, chacun se bat pour son suzerain : le PC, le PSU, le MRG, l'OCI, LO et la LCR pour le PS; les diverses composantes de la droite et extrême-droite pour Chirac et son « RPRNM », etc.

Nous ne sommes les vassaux de personne, aussi les chantres du spectacle politicien vous diront-ils, quand nous appelons à l'abstention révolutionnaire, que nous faisons preuve d'un singulier manque de conscience politique. Soit ! Mais pour nous, ces mêmes personnes manquent singulièrement de conscience sociale. Ce qui peut s'expliquer très aisément.

Lors de la Révolution de 1789, ceux qui se réclamaient du Tiers-Etat, du peuple, n'en étaient pas : ils étaient les représentants des clercs, de toutes ces catégories sociales liées à la bourgeoisie des affaires, quand ils n'en étaient pas membres eux-mêmes.

Aujourd'hui ? Nous assistons à l'arrivée au pouvoir politique d'un parti qui se dit socialiste et se réclame de la classe ouvrière. Mais quel est son rapport réel avec elle ? Le bulletin de vote que ceux qui participent de la classe en question ont déposé dans l'urne, c'est tout. Se réclamer d'une catégorie sociale ne signifie pas être de cette classe-là, et encore moins la représenter dans son entier.

Les milieux capitalistes, eux, ne s'y sont pas trompés. Leur première réaction, à l'arrivée du PS aux commandes de l'Etat, fut le dérèglement de la Bourse (et il n'est pas question ici de prendre en compte les divagations d'un Chirac, qui, tantôt, rappellent les vituperations d'un pillier du café du Commerce, et qui, tantôt, rappellent les léchages de bottes d'un adjudant rêvant de devenir adjudant-chef !). La Bourse est à l'économie ce que votre porte-monnaie est à votre compte en banque. C'est-à-dire pas de première importance. Que la Bourse de Paris existe ou n'existe pas n'empêchera pas l'économie de fonctionner : la Bourse n'est que le lieu de circulation des disponibilités financières et non là où se créent les richesses sociales. Le fait que la Bourse ait été le premier lieu d'agitation, dès l'arrivée de Mitterrand à la présidence de la République, peut être interprété comme un coup de semonce aux prétentions du PS, et en même temps le coup de pied rageur de quelqu'un qui sent son impuissance ou une limitation à ses caprices.

Un coup de semonce ? Evidemment. La plus belle preuve en est que ce coup de semonce s'est transformé en agitation permanente. La Bourse peut être comparée à une zone rebelle à l'intérieur d'un pays, laquelle nécessite que le pouvoir central de ce pays mobilise toutes ses forces pour la neutraliser. De ce fait, son action est limitée et fixée en un point précis.

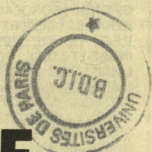
Il est évident que les tenants du pouvoir économique peuvent, s'ils le désirent, sortir du cadre bourgeois et semer la perturbation dans l'économie d'une manière autrement efficace : ne serait-ce que par le sabotage, en décrétant des lock-out tournants, par exemple, etc. Mais ce faisant, ils joueraient des cartes dangereuses pour eux également : ils joueraient le pouvoir qu'ils détiennent par l'économie. S'ils n'en sont pas encore là, c'est qu'ils ne pensent pas devoir en arriver là : ils ne craignent pas les technocrates du PS à ce point ! Ce qu'ils veulent, c'est les faire trébucher, leur mettre des bâtons dans les roues en leur démontrant, par ce simple coup de semonce, quelle pourrait être l'ampleur de leur réaction, quelle est leur puissance réelle, et également, la solidarité qui unit leur classe.

Ce qui est mis en évidence, ici, est une loi sociologique qui, pour les anarchistes, est flagrante, même si elle semble ignorée des autres théoriciens sociaux : le pouvoir social est le produit de deux structures de création de pouvoir, également rivales et opposées l'une à l'autre, mais également solidaires : la disparition de l'une entraîne et suppose la disparition de l'autre. Il s'agit du dispositif créateur de pouvoir économique d'une part, et du dispositif créateur de pouvoir politique d'autre part.

Sous Valéry Giscard d'Estaing, ces deux instances concouraient au même but : accroître le pouvoir social des propriétaires des moyens de production et il y avait consensus entre l'appareil économique et l'appareil politique, le second étant asservi au premier.

On assiste actuellement à un épisode de la lutte entre la bourgeoisie possédante et la classe montante issue de la technocratie rassemblée au sein du PS, qui ne cherche rien d'autre qu'à confisquer, pour elle, l'ensemble du pouvoir social. Pour cela, il lui faudrait établir un nouveau rapport entre l'Etat et l'économie, dans lequel il n'y aurait plus prééminence de l'économie sur le politique, mais dans lequel nous aurions prévalence du politique sur l'économie. Ce qui est le cas dans les pays dits socialistes. La réalisation de ce but, dans un cadre réformiste, prendra des dizaines et des dizaines d'années, ce qui le rend très aléatoire.

## 6.7.8 JUIN NEUILLY SUR MARNE 36<sup>e</sup> CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE



### LE FÉDÉRALISME

### LIBERTAIRE

### PAS

### L'ETAT !



Les socialistes du PS en sont aux premiers pas de leur prise de pouvoir, et la difficulté majeure à laquelle ils vont devoir s'attaquer, c'est d'établir un rapport entre l'Etat et l'appareil économique, où l'Etat sera dominant. Est-ce que cela veut dire qu'ils vont modifier le système capitaliste ? Il est évident que non, réformisme oblige ! Les réformes qu'il est possible d'introduire, puisque la stratégie du PS suppose une période assez longue de cohabitation avec le capitalisme le plus sauvage, ne pourront l'être que dans la mesure où celui-ci ne sera pas remis en cause dans ses structures. Et rien ne l'empêchera de reprendre les rênes du pouvoir au hasard des votations, ramenant ainsi le balancier à zéro.

Mais considérons tout de même, avec « optimisme », que les socialistes arrivent à leurs fins et que l'appareil d'Etat devienne le lieu de la

propriété des moyens de production économique : nous serions alors dans une société capitaliste d'Etat.

Certes, la venue du PS au pouvoir change quelque peu la situation politique. Mais pour nous, anarchistes, le combat continue de plus belle, même si sa forme peut changer. Au niveau de l'armée, Henu l'a dit, rien de changé. La centrale de Plogoff ne sera peut être pas construite, mais les essais atomiques à Mururoa ne seront pas suspendus. Les relations entre les capitalistes français et allemands resteront les mêmes. La décentralisation à la Deferre n'a jamais signifié une diminution du pouvoir de l'Etat, mais la mise en place de relais du pouvoir central, qui n'ont d'autre but que d'accroître l'efficacité du système global, en lui donnant plus de souplesse.

Notre chance, en tant que militants révolutionnaires, sera que la démonstration sera faite de l'impuissance du réformisme à accoucher d'une société égalitaire, solidaire et libertaire.

FOP.2520

## Liste et permanences des groupes de la Fédération Anarchiste

### PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU  
 ALLIER : MOULIN - YZEURE  
 ARDECHE : AUBENAS  
 AUBE : TROYES  
 AUDE : NARBONNE  
 B.-D.-R. : MARSEILLE - AIX  
 DOUBS : BESANCON  
 EURE : EVREUX  
 GARD : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC  
 HERAULT : BEZIERS  
 ILE-ET-VILAINE : RENNES  
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS  
 LOIRE : ST-ETIENNE  
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS  
 MOSELLE : METZ  
 NORD : LILLE - VALENCIENNES  
 OISE : CREIL - BEAUVAIS  
 ORNE : ARGENTAN  
 PYRENEES-ATLANTIQUES : BAYONNE - BIARRITZ  
 HT-RHIN : MULHOUSE  
 RHONE : LYON  
 LOIRE-ATLANTIQUE : NANTES  
 MANCHE : CHERBOURG  
 LOT-ET-GARONNE : AGEN  
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN  
 SOMME : AMIENS  
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA REGION TOULONNAISE  
 VENDEE : GROUPE LIBERTAIRE VENDÉEN  
 HTE-VIENNE : LIMOGES  
 VIENNE : GROUPE DEPARTEMENTAL  
 YONNE : FEDERATION DEPARTEMENTAL  
 BELGIQUE  
 SUD-LUXEMBOURG

LIAISONS PROFESSIONNELLES  
 - LIAISON DES POSTIERS  
 - LIAISON DES CHEMINOTS  
 - LIAISON DU LIVRE  
 - CERCLE INTER-BANQUES  
 - LIAISON ORFÈVRES  
 - LIAISON INSTITUT DES SONDAGES

Groupe de Béziers : CES, BP 4030, 34325 Béziers Cedex.

Groupe libéral du Marais : le mercredi de 15 à 18 h, à Publico, 145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup>.

Groupe départemental du Gard : écrire à CGES, BP 3044, 30002 Nîmes Cedex.

Groupe d'Evreux : permanence le dernier jeudi de chaque mois de 18 à 19 heures, derrière la mairie, salle 1, 2 et 3, 27002 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi soir à partir de 20 h à la MJC La Paillette.

Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3, rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe de Toulon « Action directe » et groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 19 h au local du Cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.

Groupe l'entraide (Havre et région) : dans les locaux du CES, 16, rue Jules Tellier au Havre, permanence les lundis, mercredis et samedis de 18 à 19 h.

Groupe du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amélot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanences tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, BP 7, 80330 Longueau.

Liaison Blois : BP 962, 41009 Blois Cedex.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les samedis à partir de 15 h, au local, 15 bis, CNT-SIA-LP de la Bourse du Travail, Cours Victor Hugo à St-Etienne.

Groupe Soleil Noir de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (sud de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 heures.

Liaison Bas-Rhin : écrire à Rémon, BP 35, 67340 Ingwiller.

Groupe Louise Michel : le lundi de 18 à 20 h, le mercredi de 16 à 19 h, le samedi de 17 à 19 h, 10, rue Robert Planquette, Paris 18<sup>e</sup>.

Groupe Fresnes-Antony : du mardi au jeudi, de 16 à 19 h, le vendredi de 14 à 19 h, le samedi de 10 à 19 h, le dimanche de 10 à 13 h, 34, rue de Fresnes, à Antony, métro Antony, tél. 668.48.58.

Groupe du 14<sup>e</sup> : petite salle du patronage laïc, 72, ave Félix Faure (Paris 15<sup>e</sup>), métro Boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 heures.

Groupe libéral Sevrans-Bondy : adresse postale : Cercle d'Etudes Libertaires, centre Alfa de Bondy, 3, allée des Pensées, 93140 Bondy.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Soissons, et les lundis à partir de 20 h au local « salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merlieux, (tél. (23) 80.17.09).

Groupe des Ulis : permanence à la MJC des Ulis, tous les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, de 20 h 30 à 22 h.

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Liaison Angoulême : tous les samedis de 14 à 17 h dans son local, 19, rue des Acacias.

Groupe Voline : 26, rue Piat, 75020 Paris. Permanences le 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudi de chaque mois de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe de Grenoble : tous les premiers vendredis du mois (sauf le 8/5/81), rue Berthe de Botisieux, Maison des Associations, ancienne Bourse du Travail de Grenoble, 2<sup>e</sup> étage, salle Est.

Guingamp : permanences FA tous les premiers samedis du mois, au centre de Parsanquen, de 16 à 18 heures au local de la Libre Pensée.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 14 à 19 heures.

Groupe FA de Limoges : table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République à Limoges.

Groupe de Brest : écrire à CESC-FA, BP 728 Brest Pilier Rouge, 29277 Brest Cedex.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la F.A., n'hésitez pas à écrire aux R.I., ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amélot, Paris 11<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> République) — Tél. : 805.34.08.

## COMMUNIQUÉS

Les personnes intéressées par la création d'un groupe libertaire à Saint-Malo peuvent écrire aux RI qui transmettront.

Les libertaires du Lot voulant développer une propagande des idées libertaires sur le département peuvent contacter la liaison locale, par l'intermédiaire des RI.

Les travailleurs libertaires de la presse désireux de créer une liaison professionnelle, notamment dans le secteur distribution peuvent dès maintenant contacter le groupe d'Evreux, CES, BP 237, 27002 Evreux Cedex.

Le groupe anarchiste de Limoges (FA) tient une table de vente tous les samedis de 15 à 18 heures, place de la République à Limoges. Nous souhaitons que ce point de ralliement s'amplifie pour bien jouer son rôle de centre d'information locale et de ferment de luttes.

Les personnes intéressées par la création d'un groupe FA sur Dijon peuvent écrire aux RI qui transmettront aux initiateurs libertaires de la FA à Dijon.

Sur Pont Audemer et proche région, les personnes désireuses de fonder un groupe libertaire pour intervenir dans cette partie de la Normandie peuvent écrire aux RI.

A Toulouse et ses environs, un groupe anarchiste est en formation. Pour tous contacts : RI (pour FA Toulouse), 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Cheminots anarchistes, *Voie Libre* est disponible à Publico, contre 1,40 francs en timbres, à l'unité. En nombre plus important, s'adresser aux Relations Intérieures qui transmettront. Et n'oubliez pas, *Voie Libre* attend vos articles...

Une liaison de la FA vient de se créer à Roye, dans la Somme. Les sympathisants libertaires intéressés pour former un groupe sur Roye peuvent prendre contact avec la liaison. Pour tout contact, BP n° 7, 80330 Longueau, ou par le canal des Relations Intérieures.

**Lisez le MONDE LIBERTAIRE hebdomadaire**

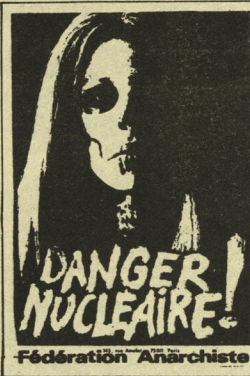


Le groupe Eugène Varlin vient d'écrire une brochure : *L'Individualisme dans l'anarchisme*, de F.-S. Merlino. En vente à Publico : 10 F

## Permanences antimilitaristes

Tous les mercredis de 17 à 19 h à la librairie La Tête en Bas 17, rue des Poëliers à Angers  
 Tous les samedis de 14 à 15 h 10, rue Robert Planquette Paris 18<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Blanche)  
 Tous les mardis de 18 à 19 h tous les vendredis de 19 à 20 h 26, rue du Wab-Billy Metz - Tél. : 74.41.58

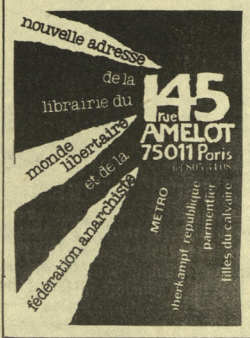
Directeur de Publication Maurice Joyeux  
 Commission paritaire n° 55 635  
 Imprimerie « Les marchés de France » 44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
 Dépot légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 - Publi-Routage  
 Diffusion SAEM Transport Press



Affiche éditée par le groupe Fresnes-Antony (Format 62 x 91) Prix : 2 F l'unité, 0,60 F à partir de 10 ex.

## FÊTE ANARCHISTE ANNUELLE A AMIENS

Les 13 et 14 juin aura lieu la fête annuelle du groupe anarchiste d'Amiens FA. Pendant ces deux jours, se succéderont musique, théâtre, animation, films, jeux et débats (racisme, anarchisme, nucléaire, chômage). Comme les années précédentes, cette fête se déroulera en plein air dans le parc du château de Montières. Tous ceux qui sont intéressés pour participer à cette fête peuvent nous contacter à notre boîte postale, n° 7, 80330 Longueau. Le programme complet paraîtra ultérieurement.



Affiche éditée par Publico à l'occasion de l'ouverture de la nouvelle boutique (format : 76 x 56), Prix : 0,30 F à partir de 10 ex, 2 F au-dessous de 10 ex.

## Sommaire

|                            |                                   |
|----------------------------|-----------------------------------|
| PAGE 1                     | Institutions et groupes...        |
| Editorial                  | Herr Hernu/cléaire                |
| PAGE 2                     | PAGE 5                            |
| Activités des groupes FA   | Décentralisation et fédéralisme   |
| PAGE 3                     | baiser des lépreux                |
| En Bref                    | PAGE 6                            |
| L'éducation libertaire...  | Informations Interntaionales      |
| L'espoir ?                 | PAGE 7                            |
| On nous refuse un droit... | Livres, spectacles, B.D.          |
| PAGE 4                     | PAGE 8                            |
| A Boulets Noirs            | Les anarchistes et l'organisation |

Abonnez vous !

| TARIF   |              |       | Sous pli fermé |                             | Etranger |  | LE MONDE LIBERTAIRE   |
|---|--------------|-------|----------------|-----------------------------|----------|--|---|
| 13 n°   | 50 F         | 55 F  | 78 F           | Rédaction-Administration :  |          |  |   |
| 28 n°   | 95 F         | 110 F | 150 F          | 145, rue Amélot 75011 Paris |          |  |   |
| 52 n°   | 180 F        | 210 F | 280 F          | Tél. 805.34.08              |          |  |   |
| ABONNEMENT DE SOUTIEN : 250 F   CCP Publico 11 289 15 Paris |              |       |                |                             |          |  | BULLETIN D'ABONNEMENT<br>à retourner 145, rue Amélot 75011 Paris (France)   |
| Nom .....   | Prenom ..... |       |                |                             |          |  |   |
| N° .....  | Rue .....    |       |                |                             |          |  |   |
| Code postal .....   | Ville .....  |       |                |                             |          |  |   |
| à partir du N° .....  |              |       |                |                             |          |  | Réglement (à joindre au bulletin):<br><input type="radio"/> Abonnement<br><input type="radio"/> Recabonnement<br><input type="radio"/> Abonnement de soutien<br><input type="radio"/> Chèque postal<br><input type="radio"/> Chèque bancaire<br><input type="radio"/> Mandat-lettre<br>Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-paste |

en bref...en bref...

Le quinzomadaire *Avais de Recherche*, le GRIT (Groupe de Résistance et d'Insoumission totale) et les CIT (Comités Insoumission totale), annoncent la création d'une commission d'information sur l'amnistie; commission composée d'insoumis, d'avocats et de personnalités, et qui aura pour mandat de s'informer et de rendre publiques les intentions du gouvernement en matière d'amnistie pour les insoumis emprisonnés et « en cavale ». Le résultat de ce travail, ainsi que la liste des réfractaires emprisonnés, sera communiqué à la presse aux alentours du 10 juin. Un nouveau mandat d'arrêt a été émis le 25 mai par le tribunal militaire de Paris contre Frédéric Joyeux (dit Vaïma), responsable de publication d'*Avais de Recherche*.

Le Centre de documentation max Netrlau appelle les gens à une réunion de réflexion et d'analyse de la situation actuelle, le vendredi 12 juin, à 20 h 30, 15, rue Gracieuse M° Monge, Paris 5°.

Volonté Anarchiste n° 14 est paru

LA FAMILLE

par Charles Langand

En vente à Publico : 10 F

Le meilleur moyen de nous soutenir c'est de s'abonner. Abonnement 8 numéros : 80 F Abonnement de soutien : 120 F à adresser au nom de : ASH, CCP 21 600 42 C Paris.

Vous pouvez faire comprendre dans votre abonnement des numéros déjà parus. A envoyer au groupe Fresnes-Antony, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony. Groupe Fresnes-Antony



Livres en vente à Publico

- Les Illusions du progrès, G. Sorel 40 F
- Le Mouvement ouvrier (1915-1977), CFDT 55 F
- Le Harem colonial, M. Alloula 130 F

De nombreux ouvrages et disques qu'il n'est pas possible d'énumérer sont disponibles dans les nouveaux locaux de Publico. N'hésitez pas à passer.

L'éducation libertaire, mais qu'est-ce que c'est ?

Le groupe de Sevrain-Bondy a organisé le samedi 29 mai une conférence-débat sur le thème : l'éducation libertaire. Une trentaine de personnes étaient présentes, essentiellement des militants et des sympathisants. L'éducation est pourtant un problème, sinon nouveau, du moins à la mode.

Jean-Marc Raynaud a dégagé trois axes au cours de son intervention : d'abord un bref historique de l'éducation libertaire, puis les limites d'une telle éducation dans une société étatique et enfin les propositions dans une société anarchiste.

Chacun connaît les expériences qui furent tentées au début du siècle par Robin, S. Faure, en France, et par F. Ferrer en Espagne. Aujourd'hui, la Ruche et Cempuis ont disparu, que reste-t-il du concept « éducation libertaire » ?

De même que l'écologie ou le féminisme, le terme « éducation libertaire » est à la mode en Europe et aux Etats-Unis depuis 1968. On constate un refus de l'éducation autoritaire, et c'est cette révolte qui prime, ce sentiment réactionnel « contre quelque chose » qui est à l'origine des expériences actuelles. Il y a bien volonté de changement et pourtant les différentes tentatives se sont souvent soldées par un échec. L'après 68 a vu fleurir crèches sauvages, écoles parallèles, terrains d'aventure, etc. dont il ne reste pratiquement rien. Une des raisons de ces échecs réside dans le « vague », le « flou artistique » qui entourent l'éducation libertaire.

En effet, l'éducation, ce n'est pas seulement les rapports de l'enfant avec ses parents, ou avec les enseignants ou avec la société. L'éducation recouvre l'ensemble de ces rapports. Si l'on veut changer quelque chose, c'est bien l'ensemble des rapports qu'il faut modifier. Ainsi, les méthodes Freinet sont intéressantes, mais on constate vite leurs limites — le lieu scolaire —; elles ne peuvent en aucun cas être qualifiées de « libertaires ». Il en va de même pour les écoles parallèles pour la pédagogie institutionnelle ou les crèches sauvages. Les changements interviennent dans l'un des aspects de la vie de l'enfant, mais pas dans la globalité.

Il est nécessaire de ne pas confondre les termes « pédagogie » (méthode pour l'acquisition d'un savoir) et « éducation (concept global).

Devrons-nous donc attendre la révolution pour faire quelque chose ? Il suffit peut-être de comprendre et d'accepter qu'actuellement il ne peut y avoir d'éducation libertaire dans une société qui ne l'est pas, mais que la possibilité d'agir est toujours là. Notre lutte passe donc par les différentes expériences toujours possibles suivant nos propres implantations : dans le quartier dans l'immeuble, dans le village. L'entraide entre parents, la vie communautaire pour certains, à chacun de définir ses modes d'actions. Il n'y a, bien entendu, pas de recettes. Notre lutte contre l'école s'inscrit dans notre action.

Le but de ton éducation.



au même titre que la lutte contre l'armée, contre le nucléaire et contre toute forme d'oppression. Mais ce n'est sûrement pas la réforme de l'enseignement ou des méthodes pédagogiques qui concourront à l'édification d'une société anarchiste. Les aménagements que parents, enseignants et éducateurs pourraient créer aujourd'hui ne sont valables que dans le cadre d'une société étatique.

L'éducation libertaire ne peut être envisagée que dans une société libertaire. Une éducation qui ne vise pas à faire des « anarchistes », mais des individus pleinement épanouis, aptes à choisir leur vie en fonction de leurs propres centres d'intérêt et non plus ceux de l'Etat.

Jocelyne FONLUPT

L'ESPOIR ?

Le socialisme, c'est l'espoir ! On nous l'a assez dit. La justice, la liberté, la défense des exploités sont autant de formules qui vont de pair avec le socialisme. Alors, dans la tête de nombreuses personnes, c'est le meilleur type de société qu'ils peuvent envisager, et gare à qui s'y opposerait.

Des améliorations aux conditions de vie, des augmentations de salaires et principalement des plus bas, ont été promises. Il y en aura, il y en a déjà eues, il faut que le Parti socialiste honore ses promesses, sinon il perdra tout crédit; mais elles sont conditionnées par les équilibres économiques et déjà leurs échéances sont différées. Il faut aller lentement pour assurer l'action, pour réaliser des transformations durables. Tout cela paraît bien raisonnable, ça sent le réalisme, le sens des responsabilités. Pourtant, c'est un jeu, le jeu de l'alternance, comme ils disent, le personnel au pouvoir change, mais le pouvoir qui divise la société entre ceux qui

décident et ceux qui subissent, entre les maîtres et les esclaves (même si l'esclavage est doré), lui, ne change pas.

Le Parti socialiste à la tête de l'Etat ne doit pas décevoir son électeur, mais il doit aussi conquérir la confiance du patronat.

Après le 10 mai, les intérêts économiques qui, tout comme le pouvoir, divisent la société en classes, n'ont pas changé. Or, le vrai pouvoir, c'est l'argent et il est aux mains des propriétaires d'entreprises, de sociétés et de leurs gérants. Ceux-ci l'ont rapidement rappelé après l'élection au cas où Mitterrand l'oublierait, on l'a vu principalement à la Bourse où les réactionnaires frileux ont déplacé leur argent, et si le gouvernement ne se plie pas à leurs exigences, il gouvernera sur des ruines.

La société dans laquelle nous vivons est celle du propriétaire, du technocrate, elle est faite par eux et pour eux. La tâche des anarchistes et de tous ceux

On nous refuse un droit, nous le prenons !

Chelles, depuis plusieurs mois, la municipalité tente de supprimer les voix gênantes. A partir du moment où elle découvrit qu'une certaine association représentait en réalité le groupe anarchiste local, elle arrêta tout prêt ou location de salles. Les services municipaux n'annoncent pas franchement un refus catégorique, mais ils retardent l'autorisation jusqu'au moment fatidique; toutes les salles sont « déjà réservées » par d'autres, et cela pour toutes les dates proposées. Par deux fois, nous avons dû subir ce genre de procédé !



Pour compléter le tableau, maintenant que M. Bordu tient bien en main ses services municipaux (de nombreux militants du PCF ont trouvé bizarrement un emploi à la mairie), nos affiches sont régulièrement décollées. Si les employés (pas assez discrets ?) ne suffisent pas à la tâche, ce sont des militants, spatules à la main, qui arrachent la nuit toutes celles qui ne sont pas du parti.

Au mois de décembre, nous avons assisté à une mise en cause par la section du RPR des services techniques de la mairie. Motif : par deux fois, des banderoles posées par ceux-ci, ont appelé la population à se rendre aux meetings de G. Marchais. Monsieur le maire riposte par l'é-

ditorial du bulletin municipal numéro 35 : « Pour parler sérieusement, disons que nous aurions fait la même chose pour répondre à la demande de tout candidat. » Nous ne sommes pas candidats, mais nous ne pouvons résister à une telle invitation. Le 16 mars, nous demandons la possibilité d'annoncer par les mêmes moyens la tenue du congrès de la FA. Ne recevant pas de réponse, par deux fois, nous nous rendons à la mairie. Le 8 mai,

nous apprenons la « perte » de notre demande. Monsieur le maire lit notre deuxième lettre, mais ne daigne pas y répondre (d'après sa secrétaire, cela signifie non). Nous décidons de passer outre. Samedi 30 mai à 8 heures, aidés de compagnons de groupes environnants, nous suspendons deux banderoles dans les artères chelloises. Un tract informe la population sur la réelle liberté d'expression à Chelles derrière les belles phrases de Monsieur le maire. Depuis, les banderoles sont toujours accrochées. Est-ce la peur du ras-de-marée socialiste qui fait que M. le député sortant, M. Bordu, préfère nous ignorer ? L'important, pour nous, c'est d'avoir prouvé par l'action directe que nous n'accepterons pas de limitation à notre expression et que le bâillon marxiste ne nous musellera pas.

Groupe Sacco-Vanzetti

qui aspirent à l'émancipation des individus est claire.

Toute transformation sociale par l'intérieur des institutions suppose qu'on devienne propriétaire ou technocrate. Depuis Proudhon, les anarchistes ont compris cela et toute notre propagande, toute notre action se situent contre les gouvernements. Malgré la clarté des choses dans le contexte post-électoral, notre position est particulièrement difficile : d'une part, nombreux sont les gens qui espèrent sincèrement une amélioration durable par le renouvellement de direction; parce qu'ils n'ont pas de vision globale de la société et de son histoire, ils peuvent croire à un changement au travers de quelques améliorations passagères d'éléments de la vie quotidienne; d'autre part parce que les forces de gauche qui représentent le bien par rapport à la droite n'admettront pas qu'on puisse proposer la liberté, l'égalité, la justice contre eux. Ils sont les meilleurs, le socialisme, c'est la gestion de la société par les plus aptes... alors que nous voulons la gestion de la société par elle-même, c'est-à-dire par les personnes concernées dans chaque domaine, le fédéralisme coordonnant les différents domaines.

Les anarchistes apparaissent donc comme des trouble-fête, l'attitude de la gauche au pouvoir sera tantôt de nous marginaliser en nous faisant passer pour « pas sérieux », n'ayant rien de constructif à proposer, tantôt de nous criminaliser en nous accusant d'être voyous, délinquants, faisant le jeu de la droite, alliés avec la droite : on parle même d'anarchistes de droite ou d'indicateurs de police (voir la prise d'otages de Barcelone). Cette attitude n'est pas nouvelle.

L'extrême-gauche, (la bouche du cochon), a aidé la gauche à prendre le pouvoir (pensez, prendre le pouvoir pour les marxistes, c'est comme si on proposait à un chrétien de toucher Dieu du doigt), et elle n'aura pas les miettes que le pouvoir pourrait lui lâcher, et qu'elle prendrait, espérant grandir à l'ombre des grands partis. Sa tactique sera rapidement celle du débordement lorsqu'elle sera rejetée, ce qui arrivera inévitablement. De ce côté encore, et plus que jamais, il faut nous garder. Nous n'avons aucun intérêt à participer à un « débordement » dont l'objet est la prise du pouvoir. Notre force est dans la valeur de nos propositions pour répondre à des problèmes précis dans le but d'une prise en charge de ces problèmes par les intéressés eux-mêmes.

Léo (groupe Malatesta)



# DÉCENTRALISATION ET FÉDÉRALISME

Le Parti socialiste affirme ne pas procéder en matière d'action comme les diverses variétés du léninisme. « On ne peut conduire les citoyens dans des voies qu'en définitive ils n'auraient pas choisies de leur plein gré et en connaissance de cause. Cette observation est encore plus juste en matière culturelle qu'en tout autre domaine. »

Le Parti socialiste propose de décentraliser, de desserrer l'emprise de Paris sur les provinces, de décongestionner et de limiter le rôle de l'Etat, celui-ci devant s'occuper avant tout de politique internationale, de l'emploi et du commerce extérieur. Il a la prétention de proposer la décentralisation : « une révolution tranquille », sans faire une seule fois usage du terme de fédéralisme, dans son ouvrage *La France au pluriel*. Bravo ! Le Parti socialiste réalise le tour de force de vouloir engager des changements en profondeur sans bousculer les choses. « Nous proposons un Etat qui, tout en restant uni, serait décentralisé, autogestionnaire. »

On ne peut plus laisser la place à l'illusion sur la qualité du changement et à l'octroi de la décision aux citoyens, ou à la base, selon les vocabulaires : « Le socialisme n'entrera dans les faits que le jour où ses re-

présentants conduiront la politique de la nation. »

Sur ce sujet, comme sur les autres, le PS a mis ses techniciens à la tâche et, malgré l'insipidité de leurs propositions,

tout comme ces syndicats, ces révolutionnaires et ces ex-libertaires qui avait cédé un temps au tapage des bolcheviks.

Mais à l'heure où le champagne termine son voyage intes-

la racine de tous nos maux : le problème social.

Les propositions d'une vie régionale, nouvelle, libre, autogestionnaire, c'est du vent et que du vent, si les patrons ne

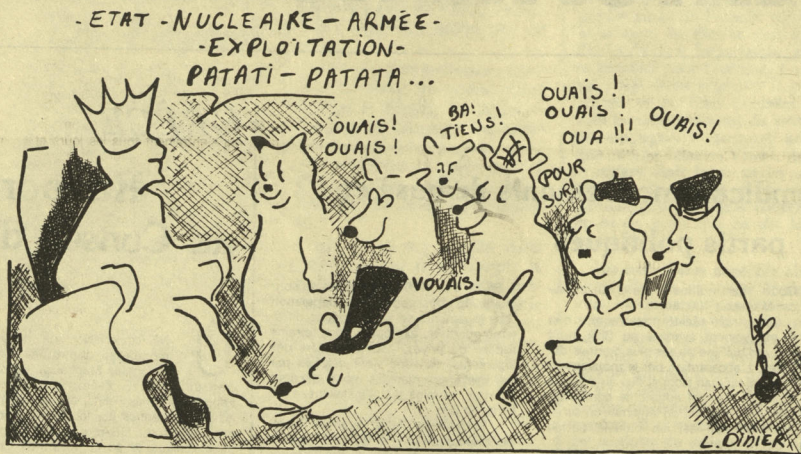
le pouvoir précédent s'était empressé de garder après les retombées de l'effervescence soixante-huitarde.

C'est à un mouvement de balancier auquel nous assistons, mais sûrement pas à un changement de structures.

A la base de la revendication régionale, pèse le malaise culturel symbolisé par la disparition progressive des langues. Sans cet élément de différenciation dans la communication entre les individus, l'identité du lieu ne signifie plus rien de bien particulier et de spécifique, et il est de l'avantage du PS de l'avoir compris. Mais il n'ira pas très loin, il mettra en place des notables locaux qui feront sur place le travail de Paris.

Toutes les parcelles de pouvoir ne sont pas encore distribuées et bien du monde reste sage; d'ores et déjà deux choses sont sûres, nous ne serons pas du front des nouveaux mécontents parce que notre ambition ou notre appétit n'auront pas été satisfaits, mais nous continuerons à lutter pour nos idées contre tout Etat, vers une société anarchiste. La deuxième chose, c'est le choix du PS, pour un capitalisme à petite échelle, de « dimension humaine », intégré aux différents contextes locaux.

Groupe Fresnes-Antony



celles-ci passent néanmoins pour être pleines d'imagination, comparées à la médiocrité de celles des autres grands partis. L'illusion ne durera pas, et les souriceaux qui se seront mis dans les mailles du rets socialiste resteront impuissants,

tinal et avant peut-être de lever à nouveau le coude, il faut faire un effort de lucidité. Comment un parti, le plus généreux soit-il, pourrait-il émanciper les populations, redonner aux régions leur identité? Surtout si ce parti refuse de solutionner

sont pas expropriés, si l'égalité économique n'est pas recon-

nue. Le Parti socialiste n'ira pas loin, car sur ce point comme sur les autres, il cède à la facilité, il fait plaisir à la galerie en lâchant un peu du lest que

## Majoration du SMIC, des allocations familiales...

### LE BAISER DES LÉPREUX !

SCRÉS socialos, malgré une cure d'opposition de vingt-trois ans, il ne leur a pas fallu quinze jours pour retrouver l'aisance dont ils ont toujours su faire preuve du temps où ils étaient aux affaires. Un sourire à droite, un rictus à gauche, le tout enveloppé dans un langage de miel, et hop, l'embrouille passe comme une lettre à la poste. De véritables professionnels ! Les rois de l'illusionnisme ! Les Paganini de l'art de gouverner ! Les champions toutes catégories pour ce qui est d'avoir l'air d'être sans être, et d'être sans avoir l'air d'être ! Des artistes, au bout du compte !

Bien sûr, certains ne vont pas manquer de trouver que nous faisons dans le procès d'intention. Laissez-leur le temps de faire leurs preuves, iront-ils jusqu'à murmurer; l'héritage est lourd et le géral implique de faire des compromis ! Des compromis ? Voyons voir !

Pour appâter les écolos, le gouvernement a annoncé tout ce qu'il y a de plus officiellement qu'il renonçait à construire la centrale de Plogoff. Bien ! Mais simultanément, et pour ne pas faire flipper à mort les forcés du tout nucléaire, ce même gouvernement précise qu'il compte bien maintenir et renforcer les projets en cours de réalisation. Résultat des courses, nous aurons autant de tranches nucléaires, mais elles seront concentrées en moins de sites. S'agit-il là d'un compromis ?

Pour amadouer les contestataires invétérés du mouvement social, Mitterrand annule purement et simplement le pro-

jet d'extension du camp du Larzac. Bien ! Mais simultanément, et pour ne pas traumatiser les pauv'bêtes de la Grande Muette, il leur promet de s'occuper d'eux et de leur trouver d'autres endroits pour jouer à la guéguerre. Résultat des courses, le problème n'est en rien résolu, il est seulement déplacé. Là encore, s'agit-il d'un compromis ?

Les exemples de cet ordre sont légion. On ne compte les clin d'œil qui sont adressés tout à la fois aux partisans et aux adversaires des grands projets de l'ancien régime. Les essais nucléaires dans le Pacifique, la libération des ondes, la proportionnelle... Dans tous les cas, on se contente de faire du surplace en faisant croire que l'on avance en même temps dans deux directions opposées.

Dernier exemple en date de cette stratégie de l'illusion du changement : le premier train de mesures sociales annoncées à l'issue du conseil des sinistres du 3 juin. Certes, pour la forme et pour la frime, on a hurlé à la mort dans les chaumières patronales quand on a appris « l'intolérable » augmentation du SMIC ! Cela étant, le patronat est tout heureux et tout surpris de s'en tirer à si bon compte. Dix pour cent d'augmentation au 1<sup>er</sup> juin, c'est beaucoup moins que ce qui était prévu. Les pronostics s'échelonnaient entre 10 et 20. Rappelons pour mémoire qu'en 68, le SMIC avait augmenté de 30%. De plus, comme de toute manière le SMIC aurait pris 3% en plus au titre de l'inflation, l'augmentation se réduit en fait à 7%. Une misère quasi-

ment. Et puis, comme le gouvernement Mauroy, bon prince, exonère les pisse-froids du patronat du paiement d'une partie de leurs charges sociales, on comprend mieux qu'au fond d'eux-mêmes, l'espoir et l'optimisme ressurgissent avec force. Après tout, la hausse du salaire minimum ne va pas leur coûter trop cher grâce à ces exonérations. De plus, avec cette augmentation du SMIC, tout ce qu'il y a de plus supportable pour l'économie nationale, (on vient de voir pourquoi), et celle des allocations familiales et de diverses prestations sociales, la consommation sur le marché intérieur va s'accroître de manière sensible, et ça c'est du pain béni pour le capital et son appétit insatiable de profit. Plus on achète et plus il vend. De plus, et cela rassure ceux qui redoutaient « l'irresponsabilité » des socialos, le gouvernement n'a pas l'intention de financer les mesures sociales qu'il prend pour le déficit budgétaire qui serait susceptible d'alimenter l'inflation. Laurent Fabius l'a indiqué clairement le 2 juin, les trois sources de financement que cherche à dégager le gouvernement sont : « Des économies sur le train de vie de l'Etat, une contribution des personnes les plus fortunées et des économies sur le train de vie d'un certain nombre de grandes sociétés. » En clair, tintin pour le recrutement massif de fonctionnaires, quelques ponctions sur les très grosses fortunes, mais avec de la nuance et une fiscalité new look qui frappera davantage les secteurs de l'économie à fort taux de profit et à faible main-d'œuvre. Une gestion sérieuse et ef-

ficace, donc ! La preuve que les socialistes sont parfaitement capables de restaurer l'édifice économique du capitalisme sans pour autant casser la baraque !

Bien sûr, en axant toute leur politique sur une relance du marché intérieur, ces humanistes bon teint vont à l'encontre de la nouvelle division internationale du travail. Ils font preuve d'un certain archaïsme en privilégiant l'aspect national de l'économie. Mais à tout prendre, la mutation qui était en train de s'opérer était si formidable qu'il fallait bien à un moment ou à un autre s'arrêter pour reprendre son souffle. Ce moment semble venu ! Il passera !

Comme on le voit, le changement à la mode socialiste n'a rien à voir avec le chambardement ou la révolution. L'objectif consiste tout au plus à moraliser un tantinet ce qui est devenu intolérable. Mais pas question de modifier les structures du système. Bien évidemment, cracher sur les miettes que nous octroie le gouvernement serait absurde. Vaut mieux gagner trois mille balles que deux mille six, mais que diable, restons lucides ! Ne nous laissons pas piéger au baratin d'un soi-disant réalisme impliquant de n'avancer qu'à petits pas. Rien jusqu'à présent n'a été fait qui aille dans le sens d'une rupture avec le système de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme et il n'est pas besoin d'être grand clerc pour annoncer que demain sera comme aujourd'hui. D'ailleurs, à l'énoncé des premières mesures sociales du gouvernement, l'enthousiasme était du genre modéré dans les boutiques syndicales. L'abais-

sement de l'âge de la retraite et la réduction du temps de travail, on sait déjà que ce n'est pas pour tout de suite. Ce qu'on demandait avec tant de force hier, on en parle maintenant de manière désabusée et au futur. Lamentable !

En fait, le socialisme à la mode Mitterrand et consorts est prisonnier de la logique de tous les réformismes. Il veut tout à la fois changer les choses et faire l'économie d'une révolution politique et sociale. Dans ces conditions, il ne peut pas faire autre chose que du surplace et toute son habileté à faire apparaître cette agitation pour l'amorce d'une action ne changera rien à l'affaire. Au bout du compte, la désillusion sera là qui sanctionnera cette impuissance à instaurer un socialisme digne de ce nom. En attendant, des millions de laissés pour compte vont une fois de plus faire les frais de cette politique de la poudre aux yeux. Eh, camarades ministres, avez-vous essayé de vivre avec trois mille balles par mois avec, en prime, l'humiliation et l'exploitation que connaissent tous les esclaves salariés ? Bien sûr que non ! Les mamours que vous nous faites aujourd'hui ressemblent à s'y méprendre aux baisers que l'on fait aux lépreux. L'affection n'exclut pas la distance ! On fait ça du bout des lèvres pour ne pas se salir. Souvenez-vous d'une chose, cependant, dans les charrettes qui allaient déverser leur cargaison de têtes à couper vers la guillotina, les girondins ont suivi de peu les aristos ! A bientôt, donc !

Jean-Marc RAYNAUD



# informations internationales



## CHILI

### Mouvement syndical, mouvements de base et partis politiques

Le 1<sup>er</sup> Juillet 1979, Pinochet imposa un nouveau code du travail : le Plan laboral; après une année d'application, les conséquences ont été les suivantes :  
Force du travail (Plan laboral) : 600 000 travailleurs;  
17% de la force de travail;  
2 574 accords entre syndicats et patrons;  
65 grèves enregistrées;  
8% en moyenne d'augmentation salariale (augmentation du coût de la vie : 37% en 1980);  
cette négociation a été la première depuis 8 ans.

#### Caractéristiques générales du Plan laboral

- 1) Ont droit de grève : le secteur privé, limité à 59 jours; si pendant ce délai aucune solution n'est trouvée, le patronat est autorisé à déclarer le lock-out. Et les travailleurs perdent tous leurs droits;
- 2) Les travailleurs fiscaux ou semi-fiscaux n'ont pas le droit de grève.
- 3) Les entreprises sont autorisées à embaucher un nouveau personnel dès le premier jour de la grève.
- 4) Les journées de grève ne sont pas payées.
- 5) Il n'y a pas de négociation collective, et chaque syndicat doit négocier avec l'entreprise.

**Carte blanche pour les repréaelles patronales**  
Après chaque grève, il y a des licenciements massifs de travailleurs. Les travailleurs les plus combattifs sont les premiers à être licenciés. Par exemple, dans la zone de Santiago, il y a eu les licenciements suivants :  
syndicat de manufacture du papier et du carton (Puento Alto) : 17; syndicat du textile (La Scala) : 50; syndicat

Good Year multinationale : 80; syndicat Madeco : 100; etc.  
Cette triste réalité nous montre que le mouvement syndical au Chili subit aujourd'hui une de ses plus grandes défaites. L'acceptation par le mouvement syndical du Plan laboral, due au manque d'un mouvement autonome combattif, permit à Pinochet de légitimer un schéma légal qui est un modèle parfait



pour son système économique. Le Plan laboral est un plan patronal.

#### Mouvements de base

A partir de 1978 ont commencé plusieurs mouvements populaires, nés comme défense contre la situation d'injustices sociales dont sont victimes les secteurs les plus pauvres : population sans logements, sans assistance médicale et sans aucun moyen de vie. Des mouvements de résistance autonome sont créés pour faire face aux problèmes.

Chungungo  
(Coordination libertaire latino-américaine)

## L'esprit libertaire en Colombie

L'IMAGE que nous avons en France de la Colombie, et même de toute l'Amérique Latine, correspond rarement à la réalité de ces pays et de leurs mouvements sociaux. Il faut dire que cette réalité, qui apparaît souvent pleine de paradoxes et de contradictions, n'est pas simple à saisir (comme d'ailleurs toutes les autres réalités). Nous pourrions bien entendre commencer par dire, comme on le fait souvent, que la Colombie est un des rares pays latino-américains où il existe un gouvernement civil. Or, il s'agit d'une démocratie assez particulière, dans laquelle l'état de siège subsiste depuis plus de trente ans et où les militaires possèdent donc une influence considérable sur toutes les décisions politiques importantes; cette démocratie est en fait le règne de deux grands partis : les « conservateurs » et les « libéraux », actuellement au gouvernement. Néanmoins, il est bien vrai aussi qu'il existe en Colombie certaines libertés qu'on ne retrouve pas dans d'autres pays du continent, y compris Cuba : par exemple, les divers partis et mouvement d'opposition, du PC jusqu'à l'extrême-gauche, possèdent un siège légal et l'on peut acquérir leurs publications dans les kiosques et librairies.

Cependant, la censure existe et il peut arriver que des journaux soient saisis et des articles interdits (ce qui arrive aussi, épisodiquement, dans une démocratie comme celle de la France : rappelez-vous, par exemple, de *La Cause du Peuple*; ce qui arrive aussi, mal-

heureusement, dans certains milieux « libertaires »).

Mais deux réalités s'imposent très vite à l'observateur qui visite la Colombie : la première, c'est l'immense misère qui sévit et qui se développe parallèlement à l'immense richesse de quelques-uns; la deuxième, c'est le climat de violence qui s'exerce, d'une part, à travers la violence de l'Etat qui n'hésite pas à étouffer dans le sang les revendications populaires et, d'autre part, à travers la dégradation des rapports concrets qui existent entre les hommes, c'est-à-dire par la perte progressive des liens de solidarité et d'un certain esprit communautaire, tout ceci au profit d'un comportement de « sauve-qui-peut » qui fait que, dans cette jungle infernale de misère, beaucoup essayent de survivre en écrasant le voisin le plus faible. L'indice de criminalité et de délinquance en Colombie — un des plus élevés du monde — ne saurait donc être interprété globalement comme une « expression de révolte ».

La véritable révolte se trouve plutôt chez ceux pour qui la contestation de l'ordre établi s'accompagne indissolublement de la construction, lente et patiente, d'un nouvel ordre où les rapports humains se fondent sur la solidarité et le respect des différences.

Ceci se réalise par l'éclosion de mouvements sociaux comme les « paro civicos » (grèves générales, opération « ville morte ») et par certaines pratiques menées par des groupes venant d'horizons très divers : libertaires, libéraux de gauche, marxistes, chrétiens,

syndicalistes, etc. En Colombie, il n'y a pas que les actions spectaculaires des groupes armés dont fait état la presse à sensation.

Après cette courte et nécessaire introduction, et pour des raisons de place, nous parlerons la prochaine fois des libertaires colombiens, en incluant certains mouvements qui, sans avoir l'étiquette libertaire, n'en détiennent pas moins une activité contre tous les pouvoirs; nous parlerons d'expériences d'autogestion rurale, nous décrirons un mouvement de « paro civico », ainsi que l'activité des libertaires dans les milieux de l'art et de la culture (troupe de marionnettes *La Libellule dorée*, récits satyriques sur la situation du pays et le jeu des partis politiques, etc.); nous ferons allusion à la naissance du mouvement indigéniste, à l'apparition de certaines communautés chrétiennes de base et à l'éclosion des revendications spécifiques aux femmes, etc. La situation des courants libertaires en 1981 sera donc le sujet du prochain article; nous essaierons, pour mieux la saisir, de rendre compte de certains événements aussi bien « pratiques » que « théoriques », qui, depuis la dernière décennie, ont marqué la révolte de beaucoup de jeunes contre un ordre qui apparaît, depuis bien longtemps, comme insoutenable et qui se résume en un seul adjectif : inhumain.

Alfredo  
(Coordination libertaire latino-américaine)

## GRÈCE

### Rapport adressé au Conseil d'administration de DSA

UNE commission de quatre membres, constituée par Evangelos Machaizos (président du DSA), E. Zafiroopoulos, Takis Pappas et Sotiris Felios, en respectant les ordres donnés par le conseil d'administration du DSA, a visité l'hôpital psychiatrique de la prison de Corydalos du Pirée (la section des hommes et la section des femmes). Cette visite a été réalisée à la suite d'une permission qui nous était octroyée par le ministère de la Justice. Notre rapport est appuyé exclusivement sur les témoignages que nous avons puisés directement par les prisonniers eux-mêmes (nous avons discuté avec plus de 100 personnes, des hommes et des femmes). Ce qui était frappant, pendant ces discussions, c'était la peur manifeste qui caractérisait les interventions des prisonniers quoiqu'ils parlaient des incidents déjà publiés dans la presse quotidienne du pays.

Cette phobie, non seulement, était constatée par nous, mais aussi elle a été exprimée d'une façon explicite par nos interlocuteurs qui nous ont expliqué qu'elle est le produit de la violence physique et psychologique dont ils sont victimes tous les jours dans la prison, à la suite de leur contestation de leurs conditions de détention.

La violence psychologique — suivant leurs propos — vient de la part de l'administration pénitentiaire, et elle consiste en des menaces de déportation vers d'autres prisons disciplinaires et en l'aggravation de leur dossier judiciaire, certain cas (lorsque, par exemple, le prisonnier a fait une demande de libération conditionnelle). La violence physique consiste à l'attachement par des chaînes du prisonnier sur un lit de fer (ce lit se trouve dans une cellule ténébreuse du sous-sol). La violence physique s'exerce aussi par le rejet du prisonnier dans une « cellule de discipline ». Pourtant, malgré cette méfiance des prisonniers envers nous, nous avons pu recevoir des renseignements très importants qui fondent les conclusions suivantes :

1) Nous avons confirmé les informations publiées par les journaux à propos des suicides, les tentatives de suicide et la décection de certains prisonniers du aux souffrances et au mauvais traitement dont ils faisaient l'objet. A titre indicatif, nous citons les noms suivants : Xirafis, Noulis, Macrés, Alligianis, Mariannes, Panopoulou, Malkveth (c'est une suédoise), Théophilidos.

2) Il y a dans la prison un réseau de trafiquants de drogue. Ce réseau est encadré par des gardiens. Ces gardiens sont dénommés en tant que tels par les prisonniers nommément. Le réseau de trafic de drogue dans la prison constitue un moyen supplémentaire de contrôle des prisonniers par les autorités pénitentiaires et permet l'enrichissement frauduleux de certaines personnes. En tout cas, il (le réseau) constitue un moyen de pression entre les mains du pouvoir exécutif. Il y a aussi certains collègues avocats qui s'enrichissent de la même façon (il y a des dénonciations concrètes).

3) Nous avons constaté une insuffisance des services médicaux, pharmaceutiques, psychiatriques, éducatifs, et de l'alimentation (la nourriture que normalement (dans les papiers) le ministère de la Justice donne à chaque prisonnier par jour — pour le petit déjeuner, le repas de midi et le repas du soir — correspond à 64 drachmes, soit 6 francs français par jour. Vu qu'il y a des abus et des irrégularités au niveau

de la gestion, cette somme est en fait inférieure). Concrètement, il y a seulement deux médecins pour 220 prisonniers (les médecins Spiroglou et Papanastassiou) et deux infirmiers-détenus, sans qualification. L'éducation médicale et pharmaceutique pour les phénomènes privatifs de ceux qu'on appelle les drogués (toxicomanes) n'existe pas ; cette éducation concerne 120 prisonniers de cet hôpital psychiatrique. Les médicaments qu'on leur octroie sont des boisons de type valium. Il n'y a aucune planification de l'éducation psychiatrique et aucun programme psychiatrique, même le plus élémentaire et le plus occasionnel (séminaires, conférences, programmes établis par les prisonniers eux-mêmes dans le sens du développement de leurs facultés mentales et de leur culture), aucune activité sportive et récréative et aucune vie.

4) Il n'y a pas les conditions de détention qui correspondent à la maladie du délinquant. Nous considérons que les conditions de détention que nous avons constatées sont, pour notre époque, inhumaines. Spécialement, les cellules des prisonniers mesurent 4 x 5 mètres (nous les avons visitées) et logent 9 personnes chacune. Elles disposent d'une seule toilette qui communique directement avec la cellule, car il n'y a pas de porte pour l'isoler. Les couvertures sont très vieilles et déchirées et tout le matériel existant est inutilisable. Les malades mentaux sont logés dans les mêmes cellules, mêlés aux toxicomanes, et cela entraîne des conséquences physiques graves pour ces derniers. Cet espace est entouré de barreaux de fer, les fenêtres sont inexistantes et l'aération nulle. Cela entraîne des conséquences psychiques graves sur ce type de prisonniers. Les femmes sont gardées dans la cellule anciennement disciplinaire du sous-sol.

5) Nous avons constaté la violation des droits de l'homme, des droits civiques des prisonniers ainsi que de leurs libertés politiques par le moyen des procédés suivants : les tortures physiques, la censure de la presse, des livres et de leur correspondance, les brutalités exercées sur eux par un personnel pénitentiaire ayant une éducation péculaire, n'ayant pas de culture sociale, et manquant d'une structure gnostique.

Tout ce que nous avons constaté confirme la nécessité d'une intervention pratique du DSA (Association des Avocats d'Athènes) en raison de l'importance qu'une telle intervention revêt sur la vie professionnelle de ses membres et en raison de sa compétence à recommander des solutions sur les questions fondamentales de la vie publique. Nous proposons que l'intervention du DSA ait les directions suivantes :

1) Publier d'une façon simple et compréhensible pour le grand public les documents que nous avons à notre disposition (programmer une conférence de presse dans un délai de deux mois).

2) Faire des démarches auprès des autorités gouvernementales et leur remettre des rapports.

3) Nous occuper des problèmes des prisonniers d'une façon beaucoup plus constante (visiter d'autres prisons du pays). Créer une commission permanente du DSA qui s'occupera des problèmes des prisonniers, affrontera le problème de la réforme du code pénal et de la législation actuelle relative aux drogués et fera des propositions scientifiques.

La commission  
(Evangelos Machaizos, E. Zafiroopoulos,  
Takis Pappas, Sotiris Felios)

### NOTE DE LECTURE

## HISTOIRE INTÉRIEURE DU PARTI COMMUNISTE (1920-1945)

par Philippe Robrieux

Ed. Fayard

Ce n'est un secret pour personne, depuis quelques années, le Parti communiste français traverse une mauvaise passe. Sa presse se vend et se lit de moins en moins, l'influence de sa courroie de transmission syndicale décroît régulièrement, les claques électorales se multiplient, la contestation s'installe dans ses rangs, l'hémorragie militante se poursuit... Bref, s'il ne s'agit pas encore de l'agonie, on sent cependant très bien que la maladie est là, implacable, et qu'elle rongera la bête, lentement mais sûrement.

Comme par hasard, alors qu'il y a encore peu, le silence était de règle, à propos des « bavures » du PCF et des partis frères, les bouches s'ouvrent maintenant de tous côtés pour critiquer et dénoncer ce que l'on taisait hier. Depuis quelques mois, c'est même une véritable avalanche de livres, sur et contre le PCF, qui a envahi les vitrines des librairies. De toute évidence, les rats sont en train de quitter le navire, et leur départ s'effectue dans une ambiance de délation qui confine au sordide. On s'en doute, tous ces ouvrages sont sans grande valeur. Comme tous les crachats des résistants de la vingt-cinquième heure, ils sont voués à terminer leur course dans les égouts de l'oubli. Une exception à cette règle, l'ouvrage de Philippe Robrieux.

L'histoire intérieure du Parti communiste écrite par Philippe Robrieux est en effet un véritable monument. Près de six cents pages pour le premier tome; sérieuse sans être austère, documentée, s'appuyant aussi bien sur des témoignages vécus que sur des textes officiels ou officieux, massive sans être pesante, écrite dans un style alerte... cette histoire du PCF est assurée de faire date. En fait, et on s'en rend compte en dévorant ce bouquin passionnant de bout en bout, l'histoire du Parti communiste français est finalement fort mal connue. On en sait les grands moments, le congrès de Tours, l'ultra-gauchisme des années 30, le virage « unitaire » du Front populaire, le flirt avec les nazis au moment du pacte germano-soviétique, l'entrée tonitruante dans une résistance lamentablement nationaliste, la participation au gouvernement

de de Gaulle à la Libération... mais on ignore tout ou partie des tenants et des aboutissants d'une stratégie tout en altermoiements, en renoncements, en poussées de fièvre sectaire et en compromis de toutes sortes. Philippe Robrieux nous éclaire sur tout cela. Il étudie l'appareil du parti. Ses liens de sujétion avec Moscou et le Komintern, sa dépendance financière vis-à-vis de l'empire des nouveaux tsars, sa bureaucratie, son type d'organisation tout à la fois militaire, religieuse et policière, le double pouvoir existant au niveau de toutes les instances décisionnelles... Il démythifie les hommes. Il montre comment on les tient, comment on les utilise et comment on les rejette. Il dissèque le rapport névrotique qui existe entre les militants et le parti. En un mot comme en cent, il passe tout simplement le parti aux rayons X de l'étude historique. Sur les premières années du Parti communiste, notamment et grâce à des témoignages de la valeur de ceux de Boris Souvarine, il se révèle comme l'un des meilleurs, voir le meilleur chroniqueur de l'histoire du PCF.

Une critique toutefois à ce livre qui deviendra très vite une référence, l'aspect idéologique des choses et complètement évacué. Cela est gênant, car à cause de cette absence, Robrieux doit se contenter d'étaler au grand jour la sinistre réalité de l'histoire du PCF sans jamais expliquer le pourquoi du comment. Et pourtant, la sujétion à Moscou, les méthodes organisationnelles, la manipulation systématique des individus ne relèvent nullement du hasard. La source de cette systématique du lamentable et de l'intolérance se situe, cela commence à se savoir, dans les sommets d'une idéologie à nulle autre pareille, dans la mesure où elle porte le totalitarisme en elle comme la nue l'orage. Dommage que Robrieux ait été muet sur cet aspect de la question !

Cela étant, ce livre est à lire et à relire. C'est une véritable mine regorgeant d'informations sur ce chancré du mouvement ouvrier qu'est le PCF. C'est un outil de connaissance indispensable, et il ne tient qu'à nous qu'il se mue en un rapport d'autopsie.

Jean-Marc RAYNAUD

**Ecoles : arrêtez le massacre !, la pièce dont il s'agissait, Un conseil de classe très ordinaire, se joue à la Cartoucherie de Vincennes dans une création du Théâtre de l'Aquarium (mise en scène Jean-Louis Benoît), jusqu'au 5 juillet. Rappelons que le texte est une intégralité de l'enregistrement clandestin d'un conseil de classe effectué en 73 dans une ville de province (Un conseil de classe très ordinaire, Patrick Boumard, éd. Stock).**

### CHANSON

## Le dernier Ferré

ILS ont voté, ils vont voter/ Comme on prend un barbyturique/ Et ils ont mis la République/ Au fond d'un vase à reposer/ Les experts ont analysé/ Ce qu'il y avait au fond du vase/ Il n'y avait rien qu'un peu de vase.

Et si des fois le drapeau noir/ Sur un voilier en voiles noirs/ Mettait la fibuste au pouvoir/ Ça pourrait déranger l'histoire/ Qui remettra le drapeau noir/ A nos voiliers en voiles noirs/ Et les marins au beau milieu/ Mettront en route leurs beaux yeux.

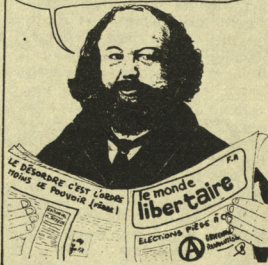
Léo Ferré est installé dans l'absence. De toute façon, je ne vois pas où mène cette solitude de l'artiste ! Serait-elle plus importantes que la vie ? Avant de regagner cette campagne toscane, Léo debout sur ce fond de gloire, se contente de hausser les épaules. Un flirt entre la banlieue du système et l'ambition d'accéder à la magistrature suprême, commence à exister. Ferré d'hier et d'aujourd'hui, seul avec son cri, son anarchie profonde, avec son succès.

Claude CLÉMARON

(Léo Ferré : La Violence et l'ennui, RCA).

Tour de chant libertaire avec Pascal et Claire Genneret, Troyes, salle Marcuard (Sainte-Savine), à 20 h 30, le jeudi 18 juin.

NOTEZ BIEN LA NOUVELLE ADRESSE DE LA LIBRAIRIE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE : 145, rue Amelot 75011 PARIS A BIEN TÔT...



## LES TROIS FRÈRES

de Francesco Rosi

QUEL gâchis de la vie se lit au fond des yeux des Trois Frères de Francesco Rosi. C'est le constat impitoyable des divisions et de l'échec de la communicabilité qu'elles entraînent. L'espoir semble se perdre au fil de l'espoir. La toile de fond du film se tisse dans l'Italie du Sud, belle jusque dans sa pauvreté pour l'homme. Le soleil a figé de ses stigmates la peau tannée et les rides creusées du vieil homme qui vient de perdre sa compagne. Personnage aride que campe Charles Vanel, dont le regard clair laisse perler une attitude de dignité et de résignation peut-être mal contenue *in petto*, mais qui en dit long sur la fin.

Les trois Frères dépêchés alterner silences et recueils avec les réalités d'une Italie empoignée et tiraillée de toutes parts par le terrorisme de groupes. L'un est juge et par la justice qu'il défend est loin d'être un modèle de lucidité sur le moyen de mettre un terme aux actions terroristes. D'ailleurs, il avoue dans les couloirs du palais, à un collègue, son impuissance. Le second est éducateur dans un établissement dit de redressement pour mineurs. La peinture du personnage est discrète et révèle la même impuissance, tout en déplorant le milieu social fait de carences les plus élémentaires dont sont issus les pensionnaires qui ne révent bien entendu que d'évasion et de peccadilles, le plus souvent pour se la faire belle, fût-ce un instant. Le troisième frère s'est déraciné de son sud natal pour la ville industrielle fuligineuse qu'est Turin. En usi-

ne, un boulot dur et dangereux de vernisseur à la chaîne l'expose à l'impératif besoin de gagner sa vie tout de suite. Il lutte et devient délégué syndical d'un organisme qui négocie bien sûr avec l'Etat. Voilà le tryptique. Pour le père des trois frères, les discours et les luttes ne sont plus d'aventure, car, pas un instant, il ne soufflera mot sur les antagoniques réflexions du trio, préférant le joug de ses souvenirs amoureux ou les questions sans équivoque de sa petite fille.

Dans ce film, beau, grave, insidieux, il faut noter, car en l'occurrence, c'est de toute première importance, que le terrorisme d'Etat est soigneusement éliminé par Rosi. C'est déplorable, surtout quand le juge qu'incarne Noiret, au demeurant impeccable, nous dit qu'il faut sauvegarder à tout prix les institutions et la démocratie en renforçant par la collaboration individuelle le pouvoir de l'Etat. Voilà cher maître, esclaves que nous sommes, faites ce que vous voudrez de nous. L'envie vous prend de hurler que tout pouvoir est maudit par le fait même de son exercice.

Le propos de Rosi, je le répète, est un constat du gâchis de la vie provoqué par les « vents dominants » et l'absence de forces suffisantes pour les endiguer. Puissent-elles se déchainer un jour afin de nous faire enfin lorgner un ciel serein avec des nuages sitôt apparus, sitôt dissipés. Un gâchis à l'image de l'homme responsable, faillible, mais non à celle d'une humanité tout entière menacée par l'égoïsme et le déséquilibre du plus petit nombre.

J.-O. NEAU

## CARRÈMENT LA ZONE

RENAUD, le chanteur de charme des HLM, vient d'enregistrer une douzaine de chansons réalistes du début du siècle. Frehel, Bruant, Montehus, Géorgius et d'autres encore, leurs chansons sont enfin remises au goût du jour, sans être massacrées, ni être baffouées par une musique débile ! Non, là, comme dans ses propres goulantes, Renaud chante la rue, le ras du pavé. Les vraies chansons populaires, c'est bien celles-là : *Le Mauvais Garçon, La Butte rouge, Le P'tit Bal du samedi soir*, etc. (Je connais une grand'mère qui a été « em-

ballée » comme quand elle avait vingt piges, en écoutant ces chansons...)

Le plus marrant, c'est que des mecs qui ne savent pas que tous ces textes-là ne sont pas de Renaud, marchent à fond, tant ces chansons sont du même tonneau que *La Java sans joie, La Teigne, Bles de la Porte d'Orléans, Camarade bourgeois, Salut Manouche*, etc.

Hé, Renaud, à quand un album des chansons de Bruant ou des chansons anars d'avant-guerre. Ce serait sympa, non ?

Gilbert

## ETATS DE GRACE...

